

Journal de Genève 20-3-57  
Occident et monde arabe doivent collaborer

nous déclare le président du Conseil libanais

(De notre envoyé spécial)

Paris, 19 mars 1957.

Avant de reprendre l'avion spécial portant à l'avant de sa carlingue le cèdre libanais, qui l'amènera à Tunis où il va assister aux fêtes de l'Indépendance, M. Sami Solh, président du Conseil du Liban, a bien voulu déclarer au *Journal de Genève* qu'il était heureux de son court séjour parisien. Celui-ci lui a permis d'avoir à l'Hôtel Matignon avec M. Guy Mollet un entretien qui s'est prolongé trois quarts d'heure. Puis il fut reçu à déjeuner au Ministère des Affaires étrangères par M. Christian Pineau.

L'échange de vues auquel procédèrent les deux chefs de gouvernement a revêtu une importance toute particulière du fait que le Liban est actuellement, avec le Soudan, le seul pays membre de la Ligue arabe à entretenir des relations diplomatiques avec la France.

« Nous avons eu, me dit M. Sami Solh, une longue conversation, dans une atmosphère très cordiale, durant laquelle nous avons échangé nos vues sur les principaux problèmes mondiaux et tout particulièrement sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. J'ai senti que le président du Conseil français déployait des efforts louables pour aboutir à un règlement rapide de ce problème d'Algérie si douloureux pour tout le monde ».

D'autre part, la réconciliation entre la France et l'Egypte s'impose. Elle est d'ailleurs exigée par les impératifs de la paix. Et le Président Solh précise avoir déjà effectué des sondages en vue de la normalisation des rapports entre Le Caire et Paris, espérant réussir son rôle de médiateur. Le Liban ayant accepté la doctrine Eisenhower, je lui en demande les raisons.

— Nous estimons, me répondit-il, qu'en le faisant, nous n'avons rien innové en ce qui concerne notre politique étrangère. Depuis sept ans, nous jouissons au Liban du « Point Quatre », comme nous bénéficions de l'assistance technique française. Cette doctrine Eisenhower ne modifie rien. Elle ne fait qu'augmenter les crédits dont nous avons bénéficié jusqu'ici par l'intermédiaire du « Point Quatre ». Il n'a jamais été question, comme certains l'ont dit, de l'octroi de bases militaires au Liban, ni de nous ont du reste pas été demandés.

Depuis de nombreuses années, notre pays désire être le trait d'union entre l'Occident et le Pro-

che-Orient. Le Liban tient également à développer ses relations avec ses voisins et spécialement avec l'Egypte dont il a soutenu la thèse lors des derniers débats à l'ONU.

— Etes-vous optimiste quant à l'avenir des relations entre le monde arabe et l'Occident ?

— Je suis toujours optimiste, me répond sur un ton très catégorique, le président Solh. Mon nom signifie en arabe « paix », ou plus exactement « réconciliation ». Il est donc bien compréhensible que je désire réconcilier, travailler à la paix dans le monde. Les Libanais ont toujours été sages et le resteront. Avec beaucoup de bonne volonté chez les hommes d'Etat, je crois que l'affaire de Gaza et du golfe d'Akaba pourra trouver une solution, comme on est parvenu à un arrangement pour le retrait des troupes d'Israël de ces régions. Nous désirons que la force internationale stationne à la frontière. Il est certain que si les Occidentaux veulent comprendre qu'une nouvelle situation s'est créée dans le Proche-Orient par l'évolution de nombreux pays, devenus indépendants, aucun danger de guerre n'est certain. Mais il faut que les Occidentaux admettent qu'il y a quelque chose de nouveau dans le Moyen-Orient et qu'on ne peut plus traiter, en 1957, les pays arabes comme il y a vingt ans. Si une véritable compréhension se manifeste, nous assisterons à une détente, rendue possible par l'attitude de l'ONU à l'égard des pays arabes.

— Estimez-vous, lui demandai-je, que le magnifique développement actuel de Beyrouth est dû à votre politique économique libérale ?

— Très certainement. Le régime de libre échange auquel sont soumis les capitaux étrangers a permis de les voir affluer vers notre pays, venant du monde entier.

Nos prochaines élections se feront en pleine liberté. Et j'espère que nous aurons une Chambre des Députés qui représentera réellement les desideratas de notre population. Je suis heureux de constater qu'entre la Suisse et le Liban, les relations sont parfaites. J'ai toujours entretenu avec les Suisses des rapports très cordiaux, et je me souviens qu'après avoir terminé mes études, j'ai collaboré à Constantinople avec un Neuchâtelois M. Huguenin, qui jouait alors un grand rôle dans l'Empire ottoman comme directeur du chemin de fer de Bagdad.

Et le président me cite de nombreux noms de Suisses dont il conserve le meilleur des souvenirs.

— Je serai toujours, conclut-il, ravi de recevoir au Liban les Suisses qui y viennent en amis et en commerçants.

Robert Vaucher.